

Grâce à Taubira, vos impôts serviront à « insérer » les jeunes délinquants, plutôt que les mettre en prison

Christiane Taubira a énoncé sa politique d'incarcération : éviter à tout prix l'emprisonnement dès lors qu'il y a des garanties de réinsertion. Cette logique était déjà une pratique courante et [Libération](#) avait donné un exemple flagrant :

La détention de trois hommes mis en examen dans l'enquête sur des tirs à la Kalachnikov sur un fourgon de police à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) n'est « plus nécessaire » aux investigations, a estimé la cour d'appel de Paris qui les a remis en liberté sous contrôle judiciaire.

*La chambre de l'instruction a estimé, selon les arrêts consultés par l'AFP, que ces trois personnes disposaient de garanties de représentation (**hébergement, promesse d'embauche**) suffisantes et que leur maintien en détention n'était « plus nécessaire » à la poursuite de l'enquête.*

Quand on est au chômage dans une cité et que l'on tire à l'AK47 sur les forces de l'ordre, on peut éviter la prison si par enchantement des promesses d'embauche arrivent après. Ils ont vraiment une chance « incroyable » de se voir proposer hébergement et emploi une fois sous les verrous alors qu'ils étaient censés chercher du travail avant...

En fait, il faut tenir compte des 150 000 contrats d'avenir réservés aux jeunes de cités. Dès lors qu'une association promettra d'embaucher des jeunes criminels ou délinquants, ils pourront éviter la prison et il ne faut pas douter que ces nouveaux contrats seront mis à contribution.

Il y a fort à parier que les choses se passeront ainsi et nous verrons des animateurs de quartiers ou des employés municipaux, repris de justice. Cela accentuera la déresponsabilisation des actes et le sentiment de victimisation envers la société française. Et c'est sans compter sur le sentiment d'injustice des dizaines de milliers de jeunes volontaires et sans histoires qui verront ces emplois « tremplins » partir pour des voyous.

Anthoin Lamoureux